



**La monnaie
un outil stratégique
à reconquérir**

La monnaie un outil stratégique à reconquérir

Si l'activité économique montre des signes de reprise, cela n'est certainement pas dû à la politique du gouvernement, qui reste marquée du sceau de l'austérité. Cela tient essentiellement à un facteur exogène - la baisse du prix du pétrole - qui, en redonnant un peu de pouvoir d'achat aux ménages, leur permet de consommer davantage. En revanche, l'activisme de la Banque centrale européenne (BCE), dont les injections massives de liquidités ont permis de faire baisser l'euro et les taux d'intérêt, ne semble pas avoir eu l'impact attendu sur l'investissement et les exportations. La monnaie serait-elle incapable de nous sortir de la crise où nous a plongé la finance et où nous maintient l'austérité ? Décryptage.

La monnaie, une construction sociale

La monnaie est traditionnellement définie par les fonctions qu'elle assure : unité de compte, instrument d'échange et réserve de valeur. Mais c'est d'abord une institution sociale dans la mesure où elle ne peut remplir ces fonctions que parce qu'elle fait l'objet d'un consensus. Elle est en effet une créance sur ceux qui l'émettent (banques, banque centrale). Elle suppose donc que ceux-ci bénéficient de la confiance des utilisateurs. L'acceptation de faire circuler cette dette constitue un élément fort

de l'unité d'une société. La monnaie est ainsi porteuse de lien social.

Sa nature est donc éminemment politique. Comme le résume l'économiste Benjamin J. Cohen : « *Le pouvoir appartient à ceux qui créent la monnaie et à ceux qui la contrôlent. Au niveau politique, la monnaie est tout sauf neutre* ». C'est bien pour cela que le pouvoir de battre monnaie a longtemps été l'apanage du pouvoir régional et un attribut essentiel de sa souveraineté. Monnaie et religion ont d'ailleurs souvent accompagné les conquêtes militaires. Plus fondamentalement, c'est toujours le

souverain, c'est-à-dire l'État en tant que représentant du peuple dans les sociétés démocratiques, qui garantit la confiance dans la monnaie.

Le contrat social sur lequel elle repose demeure toutefois fragile. Il peut être rompu lorsque la légitimité des autorités est contestée ou lorsqu'il apparaît que, loin de favoriser la cohésion sociale, l'ordre monétaire dominant ne profite qu'à une minorité et ne fait qu'accentuer les inégalités sociales. C'est notamment le cas lors des crises monétaires. La monnaie peut alors être un vecteur de contestation sociale : revendication



d'un meilleur accès à la monnaie, création de monnaies parallèles... Le débat sur une autre utilisation de l'euro s'inscrit dans cette démarche.

Un bien public privatisé

Par sa nature et le rôle essentiel qu'elle joue la société, la monnaie est un bien public. Dans les économies modernes, ce sont pourtant des acteurs privés, les banques, qui en assurent la création et la gestion. La monnaie fiduciaire, c'est-à-dire les billets et les pièces (émis respectivement par la BCE et les États), ne représente que 16 % des euros en circulation, l'essentiel de la masse monétaire étant constitué par la monnaie dite scripturale, c'est-à-dire par les dépôts bancaires.

Ce sont en effet les banques qui créent la monnaie en octroyant des crédits. Contrairement à ce que l'on croit parfois, ce ne sont pas les dépôts qui alimentent les crédits mais bien les crédits qui font les dépôts. Lorsqu'une banque consent un prêt, elle porte cette somme en dépôt sur le compte de son client qui

va l'utiliser pour régler ses dépenses, générant une circulation de flux monétaires et une succession de dépôts dans d'autres banques. Les banques disposent donc d'un pouvoir exorbitant mais celui-ci est normalement encadré par la banque centrale. Pour que le système fonctionne et que les banques puissent notamment répondre aux demandes de billets de leurs clients, elles doivent disposer d'un compte créditeur auprès de la banque centrale qu'elles alimentent en empruntant auprès de cette dernière. On parle alors de refinancement. Par sa propre création monétaire, la banque centrale peut ainsi maîtriser celle des banques, d'autant qu'elle a la faculté de leur imposer de maintenir un certain montant de dépôt auprès d'elle. Il s'agit là des réserves obligatoires.

Au nom d'un certain dogmatisme monétariste et de la volonté d'interférer le moins possible avec le libre jeu des marchés, les banques centrales, tout particulièrement en Europe, se sont toutefois en partie dessaisies de leur pouvoir, se préoccupant davantage de la liquidité des banques que des crédits

à l'économie. Expression de l'évolution des rapports de forces et de pouvoir, la monnaie est ainsi de fait privatisée et mise au service des marchés.

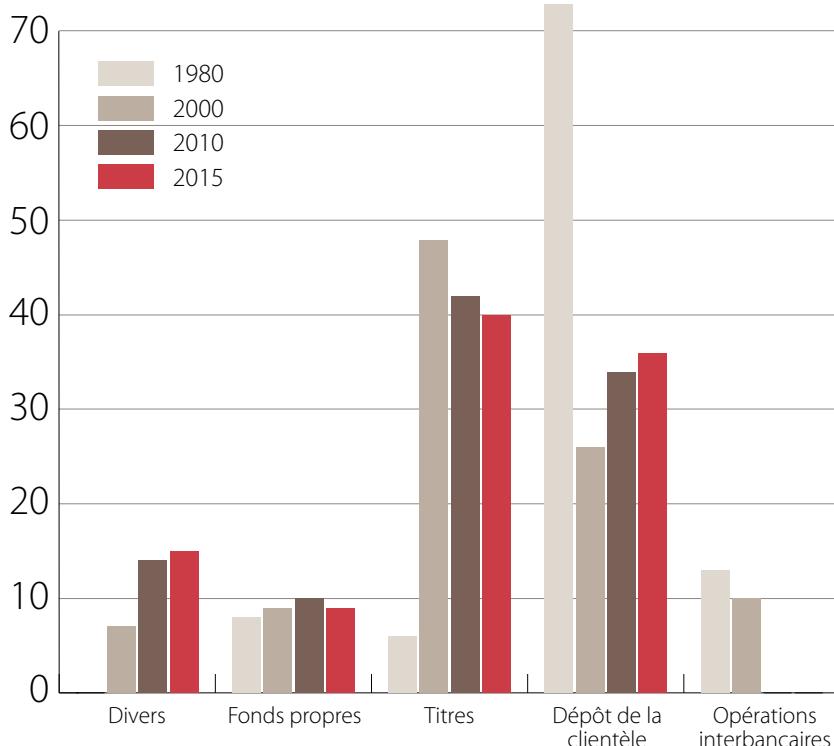
La monnaie phagocytée par la finance

Les banques peuvent créer de la monnaie non seulement en octroyant des crédits mais également en achetant des titres financiers (obligations émises par des entreprises, des États...). Or depuis une trentaine d'années, à côté de leur activité traditionnelle, les banques ont fortement développé leurs activités sur les marchés, au point que celles-ci sont devenues prédominantes.

Ainsi, le poids relatif des crédits et des dépôts dans le bilan consolidé des banques françaises a nettement diminué : de 1980 à 2013, la part des crédits à la clientèle est passée de 84 % à 40 %, tandis la part des dépôts a chuté de 73 % à 36 %. Désormais les banques créent davantage de monnaie en finançant des opérations sur les marchés financiers qu'à l'occasion de leurs opérations de crédit.

PASSIF DES BANQUES FRANÇAISES (1980/2013)

SOURCE : BANQUE DE FRANCE



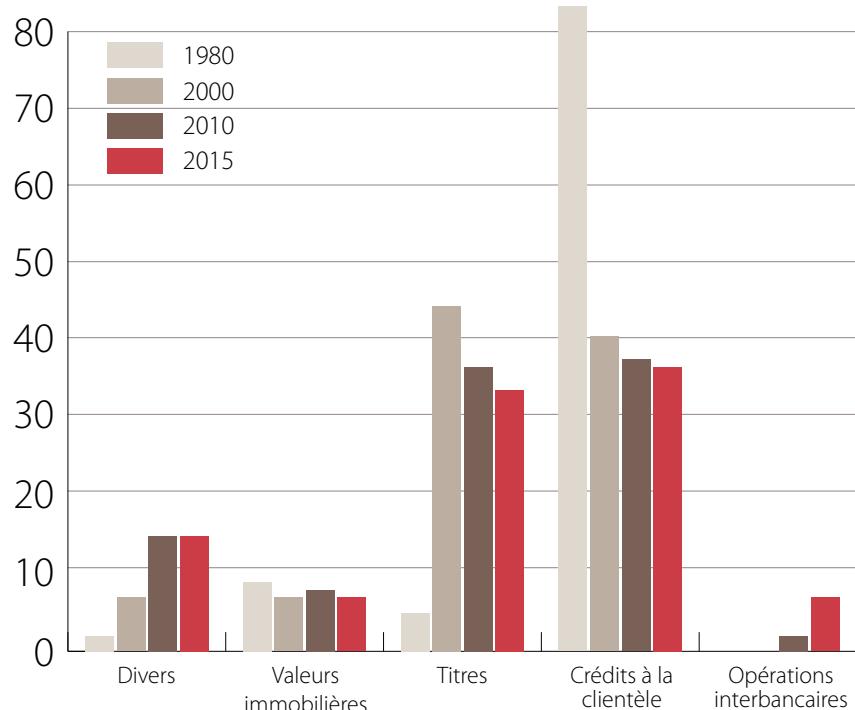
Cette évolution a pour conséquence d'affaiblir la capacité des banques centrales à moduler le volume de la création monétaire en fonction des besoins de l'économie, surtout lorsqu'elles refusent, comme la BCE, d'intervenir sur l'usage que font les banques des financements qu'elle leur accorde. Loin de favoriser le crédit aux entreprises et stimuler ainsi l'activité économique, les milliards d'euros qu'elles déversent sur les banques depuis 2010 alimentent au contraire la spéculation sur les marchés financiers, générant des bulles annonciatrices des prochaines crises.

Comment reprendre le contrôle social de la monnaie ?

Il faut d'abord mettre un terme à la cipation de ce bien public par la finance. Cela implique deux séries de mesures. La première consiste à séparer clairement les banques intervenant sur les marchés financiers de celles tournées vers les activités de détail (crédits, dépôts, gestion des paiements) afin de réservier à celles-ci les refinancements de la banque centrale et empêcher ainsi

ACTIF DES BANQUES FRANÇAISES (1980/2013)

SOURCE : BANQUE DE FRANCE



que la création monétaire n'alimente la spéculation. Une telle séparation mettrait en outre fin à la subvention implicite dont bénéficient ces banques universelles jugées « *trop grandes pour faire faillite* » et limiterait leur influence politique. Le second type de mesures consiste à imposer aux banques un certain nombre d'obligations quant à leurs politiques de crédit (financement prioritaire de certains secteurs, détention de titres publics...) en contrepartie de la

mission d'intérêt général qu'elles assument du fait de leur pouvoir de création monétaire.

Il faut également réorienter l'action de la BCE afin de la mettre au service des peuples et non plus de la finance. La BCE peut reprendre la main sur la création monétaire et maîtriser l'orientation du crédit en refinançant les banques de façon sélective, c'est-à-dire en modulant ses taux d'intérêt en fonction de



BAISSE DE L'EURO : QUELS EFFETS ?

Le recul de l'euro devrait logiquement favoriser les exportations européennes. Mais ce n'est pas si simple. Une dévalorisation de l'euro se traduit effectivement par une baisse des prix des marchandises européennes exprimées en monnaies étrangères, ce qui est susceptible de renforcer leur attractivité. Mais plutôt qu'un accroissement de leurs ventes, les producteurs peuvent préférer maintenir inchangés leurs prix à l'étranger et utiliser la baisse de l'euro

pour augmenter leurs marges. C'est manifestement le choix fait jusqu'à présent par les entreprises françaises. Une baisse du taux de change renchérit par ailleurs les importations, ce qui alourdit les coûts des entreprises recourant à des matières premières et des équipements importés, limitant de ce fait le gain à attendre au niveau des exportations. Cette hausse frappe aussi directement les ménages dont le pouvoir d'achat est ainsi amputé.

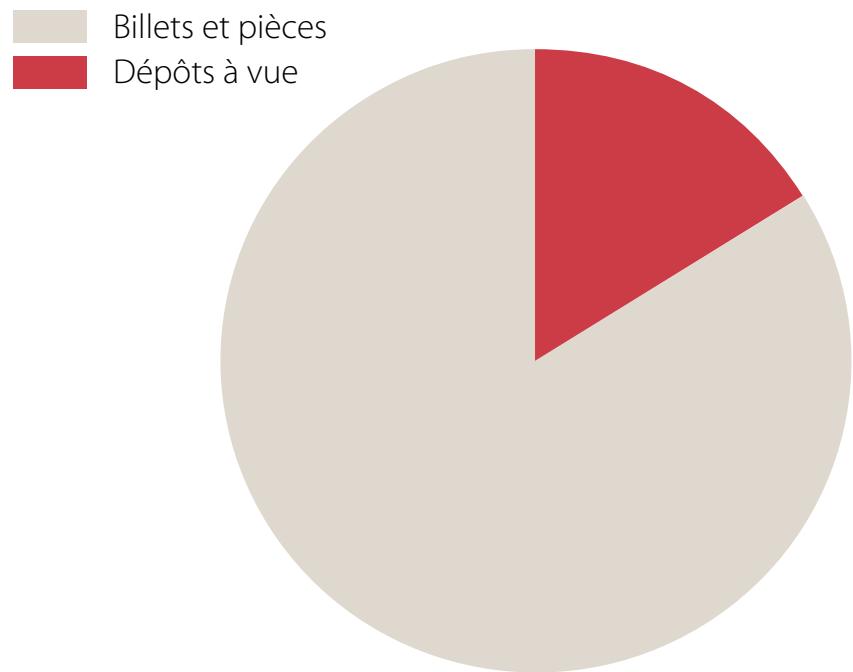
l'utilisation des prêts qu'elles accordent. Elle peut aussi leur imposer de bloquer sur ses livres une fraction des crédits qu'elles distribuent (réserves obligatoires) variable selon leur nature. Ces outils existent. Les utiliser ne nécessite aucune modification des traités européens.

De même, la BCE devrait pouvoir prendre en charge une partie de la dette publique ; là encore en fonction de la destination des fonds empruntés. Certes, les traités interdisent une monétisation directe, mais l'actualité a montré qu'ils pouvaient être contournés (rachats de titres publics sur le marché). On pourrait donc concevoir que la BCE refinane à taux nul des banques publiques qui porteraient à moindre frais de tels titres.

À terme, bien sûr, ce sont les conditions d'une réappropriation sociale de l'ensemble du système bancaire qu'il conviendra de définir : réforme des missions, du statut et de la gouvernance de la BCE, ouverture des conseils d'administration des banques aux salariés, utilisateurs et collectivités... —

MASSE MONÉTAIRE DE LA ZONE EURO (2014)

SOURCE : BANQUE DE FRANCE



DES MONNAIES ALTERNATIVES POUR TRANSFORMER LA SOCIÉTÉ ?

Lors des crises, face à la défaillance des systèmes de paiements, les populations ont parfois été amenées à créer leur propre monnaie pour assurer le maintien des échanges au sein d'un territoire donné. Des expériences de ce type existent ou ont existé en Argentine, au Brésil, en Grèce.

Depuis 2010, elles explosent également en France. Signe d'une relative défiance à l'égard d'un système bancaire qui répond mal aux besoins des populations, ces monnaies locales ou complémentaires ne cherchent pas à remplacer la monnaie nationale dont elles ne disposent pas de tous les attributs. Elles visent surtout à relocaliser les échanges et à

redynamiser l'économie des territoires sur lesquels elles circulent.

Elles témoignent aussi d'une volonté de créer du lien social et d'instaurer de nouvelles pratiques économiques. « *Donnant à leurs participants le pouvoir de décider et d'organiser de façon collective et contractuelle une partie de leurs relations économiques, elles répondent à une aspiration montante, chez nos contemporains, à maîtriser ces phénomènes monétaires et financiers qui provoquent tant de dégâts dans nos économies...*

Plusieurs de ces monnaies locales sont d'ailleurs délibérément fondantes, pour empêcher qu'elles ne servent à

l'accumulation de patrimoines au lieu de circuler ; mais de ce fait, elles ne peuvent pas non plus servir de support à des opérations de crédit. »

Il ne faut pas les confondre avec les « *monnaies électroniques dont le bitcoin est la plus connue : ces dispositifs reposent sur une conception réactionnaire de la monnaie, partageant avec l'or – cette « relique barbare » dont parlait Keynes – la propriété d'être émis en quantité limitée, sans lien avec les besoins à financer. En revanche, leur construction offre de dangereuses possibilités de spéculation. »* (avis Cgt sur le rapport du Cese « *Nouvelles monnaies : les enjeux macro-économiques, financiers et sociétaux* »)